

Copie anonyme - n°anonymat : 678787

Hist Géo G
678787
G8-00035

Code épreuve : 267

Nombre de pages : 8

Session : 2022



Épreuve de : Hist., géo. et géopolitique GRENOBLE

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numérotter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Sujet : Une gouvernance mondiale de plus en plus efficace ?

L'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine le 24 février 2022 a conduit à une forte coopération internationale pour tenter de l'arrêter ; cette guerre a été le propulseur d'une meilleure coordination mondiale (ou plutôt régionale) par le biais de la gouvernance mondiale (avec des institutions mondiales telles que l'Organisation des Nations Unies (ONU)). Allons-nous vers une gouvernance mondiale de plus en plus efficace ?

La gouvernance mondiale désigne le fait pour un organisme ou une organisation internationale de réguler, diriger au nom des États dans le monde, dans un certain domaine (géopolitique, économique etc.). La création et la multiplication des organisations internationales se fait en particulier après la première guerre mondiale (1914-1918) avec la création de la Société des Nations (SDN) créée en 1919, aux moments où les États se doivent de discuter pour éviter d'autres guerres (mondiales : "plus jamais"). Cependant, la seconde guerre mondiale éclate en 1939 (où avant en Asie) alors que la première guerre mondiale devait être la "fin des fins". Cela démontre de la mauvaise coordination des États et de l'inefficacité de la gouvernance mondiale. Toutefois, cette gouvernance mondiale semble nécessaire afin que les États du monde puissent communiquer et exprimer leurs opinions de manière multilatérale.

Ainsi, la gouvernance mondiale est-elle vouée à l'obsolescence ou peut-elle surmonter cette dernière et garder une efficacité durable ?

Les intérêts nationaux des États sont parfois à l'encontre de ceux des autres et de la coordination internationale (I)... ce qui crée un défi pour l'ordre mondial, entaillant ainsi la gouvernance mondiale qui semble de moins en moins efficace ... (II) Peut-on alors espérer une renaissance d'une gouvernance mondiale efficace ?

*

→

←

Un des facteurs de la mauvaise coordination mondiale et ainsi de l'inéfficacité de la gouvernance mondiale est le fait qu'elle est fortement liée à l'ordre mondial. En effet, la gouvernance mondiale discrimine des États tels que les pays les moins avancés au profit des puissances (occidentales par exemple) dans les discussions. Bertrand Badie dans La Diplomatie de la connivence, par d'"aristocratie" étatique, désigne les pays qui ont le monopole des discussions dans les organisations internationales. Ainsi, les membres permanents du siège de l'ONU sont la France, les États-Unis, la Chine, la Russie et le Royaume-Uni ; et même si des membres non-permanents sont désignés, ils gardent le dernier avec leur droit de veto qui leur permet de s'opposer à tout choix de l'ONU. La

gouvernance mondiale est donc marquée par une mauvaise intégration au sommet.

On a tenté d'intégrer tous les États, en élargissant par exemple les groupes informels (G5, G7) pour arriver au G20, groupe de discussion qui rassemble des puissances occidentales avec des pays émergents (Inde, Brésil...) : avec le G7 qui succède au G5 en 1986, puis le G8 avec l'élargissement en intégrant la Russie en 1998 à Birmingham, puis la création du G20 officialisée lors de la réunion des ministres des Finances du G7 en septembre 1999 à Cologne^(doc 5). Si une relente d'intégration a eu lieu, elle a conduit à un ensoufflement de la gouvernance mondiale rappelé par l'évolution du budget de l'ONU depuis 2000 dont les effectifs qui baissent depuis 2010 (alors qu'ils étaient en constante croissance de 2000 à 2010) : passant de 10,426 à 9,959 MUSD (doc 1). L'intégration de nouveaux pays dans les discussions crée des défis car plus il y a ^{d'acteurs}, plus la communication est difficile ; créant par la même occasion un ensoufflement de la gouvernance mondiale.

Cet ensoufflement de la gouvernance mondiale se fait en particulier parce que chaque État cherche naturellement à répondre à ses propres intérêts, certains font de la Realpolitik et les États acceptent les missions des organisations internationales seulement parce qu'ils sont en accord et parce que cela répond à leurs intérêts : tels que la lutte contre l'islamisme, la piraterie dans les rives stratégiques (Opération Atalante par les membres de l'Union européenne par exemple). Cette relente de répondre à ses propres intérêts se voit même dans les discussions aux sommets organisés par la gouvernance mondiale tels qu'à celui d'Osaka : sommet du G20 en 2019 sur une photo (doc 10) sur laquelle on peut observer tous les dirigeants du G20 sauf Donald Trump (ancien président des États-Unis : le 45^{ème} avant Joe Biden) et Mohammed Ben Sahlman (héritier du trône en Arabie Saoudite) se tenir la main alors que l'Arabie Saoudite est un

allié proche des États-Unis (avec le Pacte de Quincy signé après la Seconde Guerre mondiale) pacte d'amitié qui assure l'approvisionnement en hydrocarbure des États-Unis par l'Arabie Saoudite. Ainsi, même si une coopération mondiale demeure existante, certains pays préfèrent les relations bilatérales : ce qu'on peut illustrer avec le Cycle de Doha qui montre l'échec de l'OMC car les pays préfèrent se diriger vers des accords commerciaux bilatéraux tels que le CETA (entre l'Union européenne et le Canada) ou la JETA (entre l'Union européenne et le Japon).

Ainsi, les intérêts propres aux nations semblent être un frein à la coopération internationale et à la gouvernance mondiale qui semble être de moins en moins efficace.

En effet, la gouvernance mondiale doit faire face à des difficultés telles que des désaccords qui la paralyse car dans un monde multilatéraliste, les intérêts, les ambitions des acteurs étatiques ne sont pas les mêmes, ce qui paralyse les discussions, et ce qui est une faute de la gouvernance mondiale lorsque par exemple la Russie — pays révisionniste, c'est-à-dire un pays qui conteste l'ordre mondial Occidentalocentré — pose son veto une majorité de fois face aux décisions de l'ONU, bloquant ainsi le système de ce dernier ; d'autant plus lorsqu'elle est aidée par son fidèle allié la Chine qui n'a pas voté contre la Russie lors des votes de l'ONU sur l'invasion Ukrainienne par Poutine et dont le ministre des Affaires Étrangères a récemment dit⁽²⁰²²⁾ "qu'aucun État ne destabilisera l'amitié entre la Chine et la Russie", que ces États ne cherchent à déstabiliser leur relation seulement par leurs propres intérêts. La plus grande instance internationale est gâlée par le veto russe (que ce soit à l'invasion de la Crimée en 2014 ou l'invasion de l'Ukraine aujourd'hui en 2022), cela marque l'inefficacité de cette dernière, représentative de celle de la

Copie anonyme - n°anonymat : 678787

Emplacement
QR Code

Code épreuve : 267

Nombre de pages : 8

Session : 2022

Épreuve de : HGGMC GRENOBLE

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numérotter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

la gouvernance internationale.

Cette difficulté d'obtenir une coopération internationale entre tous les pays du monde (du fait de leurs intérêts divergents) conduit à une prolifération de coopérations de plus en plus régionales, avec des pays qui partagent des intérêts convergents car moins il y a de pays, moins il y a de divergence d'opinion, plus il est facile de communiquer. Les États-Unis par exemple font peuve de "minilateralisme" c'est-à-dire qu'ils coopèrent avec ceux dont ils ont envie de collaborer. En l'occurrence avec le G7 (États-Unis, Japon, Canada, France, Royaume-Uni, Italie, Allemagne) (doc 9). Joe Biden a décidé avec ses alliés de ne voir pour parler de l'invasion de l'Ukraine car avec ses alliés du G7, leurs intérêts convergent (sauf la Russie). Il en va de même avec la Russie et la Chine qui créent par exemple l'Organisation de coopération de Shanghai (avec des pays d'Asie centrale) qui vise à stabiliser le territoire de l'Asie centrale. Ainsi, la gouvernance mondiale semble avoir des difficultés lorsqu'on prend un grand périmètre, à plus petit périmètre, la gouvernance semble mieux fonctionner et être plus efficace.

Cette fragmentation du monde est aussi observable au sein même de la gouvernance mondiale. En effet, certaines organisations mondiales sont critiquées pour ne pas représenter tous les pays et pour ne pas être impartiales. L'Organisation mondiale de santé (OMS)

a par exemple été fortement critiqué par les États-Unis de Donald Trump qui considère que l'OMS est à la portée des Chinois et que l'OMS aurait aidé le Chine à cacher en fin 2019, l'existence du Covid-19. Les États-Unis par la suite, quittent l'OMS de manière unilatérale. En effet, les organisations internationales sont parfois mal représentées (avec plus de diplomates d'un pays qu'un autre) et vont parfois à l'encontre des intérêts des Etats qui, de ce fait, respectent plus ou moins les chartes des institutions internationales. Par exemple, l'ONU cible 0,7% du RNB par Etat pour leur contribution à l'aide publique au développement mais alors que la Suède dépense largement en contribuant 1,1 % de son RNB, les États-Unis contribuent moins de 0,2% de son RNB (doc 2), témoignant d'une non-chalance vis-à-vis des questions qui ne l'intéressent pas. Si les États-Unis contribuent moins dans le budget pour l'APD, ils sont en revanche très présent dans les opérations militaires de l'ONU contribuant au maintien de la paix, à la sécurité et à la médiation (doc 3) car cela répond à sa politique de lutte contre le terrorisme.

Ainsi, la gouvernance mondiale semble-t-elle être gelée dans la mesure où les Etats privilient leurs intérêts nationaux et de ce fait privilient le multilatéralisme par certains. La Gouvernance mondiale semble obsolète. Peut-on alors espérer une renaissance de cette dernière ?

La gouvernance mondiale n'a pas toujours été inefficace, l'ONU par exemple, Alain Degammet dans ses Études (2020) explique que l'ONU est un

"acteur indispensable", l'ONU est l'instance internationale qui impulse les idées pour le développement (de la vie en société), accompagnant l'évolution des mœurs, la condition de la femme ou de la population, la protection de l'environnement etc. Sans l'ONU, les États auraient plus de mal à appliquer des règles pour le développement (doc 7). On compte parmi les décisions de l'ONU, des opérations militaires à succès (doc 3) et des accords sur l'environnement impulsés par cette dernière telles que l'Accord vert européen de 2020 signé par les États qui s'engagent à la neutralité carbone d'ici 2050. Ainsi, le rôle de la gouvernance mondiale reste important.

D'autant plus que la gouvernance a une capacité de résilience qu'on a pu observer lorsque la SDN, qui a failli sur la Seconde guerre mondiale a éclaté alors que la Société des Nations était censée empêcher cela, a laissé la place à l'ONU en 1945 avec la charte de San Francisco (doc 6) où les concepteurs de l'ONU n'ont pas mentionné la SDN pour recommencer à zéro. Dans ce cas, on pourrait imaginer une transformation des organisations internationales (et donc de la gouvernance mondiale) avec par exemple une modification de la charte de San Francisco, notamment sur les règles du veto des membres permanents du conseil de l'ONU qui semble être un frein, et signe d'inefficacité de la gouvernance mondiale (lorsqu'il y a au sein des 5 membres permanent des rivaux systémiques). Ces changements pourraient avoir lieu en particulier dans le contexte d'aujourd'hui (Mai 2022) de l'invasion de l'Ukraine par la Russie car les plus grands changements et améliorations se font pour la plupart du temps dans les périodes de crise (comme celle dans laquelle on est aujourd'hui).

*

*

*

En définitive, si la gouvernance mondiale a semblé de moins en moins efficace au cours du temps (l'ONU est par exemple incapable de maintenir la paix, comme on le voit aujourd'hui avec la guerre d'Ukraine), la gouvernance mondiale est caractérisée par sa résilience et la coopération entre États aujourd'hui (2022) est indispensable dans un monde multipolaire. Ainsi, la gouvernance mondiale peut surmonter cette impression d'inefficacité par des modifications structurelles au sein des organisations internationales par rapport aux défis conjoncturels.